

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale St-Vincent

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XIe siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris dans la liste des bâtiments classés au patrimoine culturel immobilier de Wallonie — qu'il convient d'entretenir régulièrement... Aujourd'hui, les autorités communales prévoient 72.235€ de travaux à l'intérieur de l'édifice.

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mission requiert l'expertise des services de l'archéologie du



« Une campagne de fouilles



La bourgmestre Fabienne Winckel (r-s) annonce la teneur des travaux. © D.L.

LA GAZETTE NOUVELLE

LE SOIR

RUGBY - D1

Soignies conserve son brevet d'invincibilité au terme d'un Clasico âprement disputé

Soignies a longtemps couru derrière le score dans le derby contre Frameries. Menés à la pause, les Carriers ont progressivement pris le jeu à leur compte pour finalement s'imposer en patron.

Les CPAS en difficulté pour encaisser l'impact de la réforme du chômage

MONS-CENTRE

Si des compensations fédérales sont prévues, il faut encore composer avec les exigences



con den CRA mar

Revue de presse du mardi 14 avril 2026

ROMAIN SCHREVENIS

Bis repetita pour les Verts qui remportent le Clasico alors qu'ils étaient menés au score à la pause, comme au match aller. Après deux mois de trêve, les Carriers ont entraîné à enclencher le turbo: «Nous avons changé pas mal de choses donc il fallait du temps pour se mettre au diapason. Il y a encore



pas spécialement inquiet. Il y avait une vraie rénité dans le groupe. Nos adversaires étaient un peu fébriles par moments. Ça nous a permis d'obtenir plusieurs pénalités pour revenir au score.» Leaders avec huit points d'avance sur leur deuxième, les Carriers semblent en bonne voie pour terminer la saison la première place et accueillir une demi-finale

zone. Elle inquiète les demandeurs d'emploi de longue durée qui vont se trouver exclus, tout comme les CPAS qui s'attendent à voir affluer les demandeurs d'aide sociale.

La première phase de la réforme entre en vigueur au mois de janvier 2026. Le gouvernement fédéral a bien promis des compensa-

DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

dant d'une part à devoir gérer un plus grand nombre de dossiers avec la réforme du chômage et comptant d'autre part sur des aides financières du fédéral, le CPAS de Frameries a demandé au CRAC l'autorisation d'engager du person-



Ca s'annonce compliqué pour les CPAS... © D.L.

Qua près chai nées: gou pas prov pas tion

DH | **LES**
SPORTS⁺

Pfas: l'eau du robinet et les œufs du jardin pointés du doigt

WALLONIE

Une étude scientifique menée auprès de 1.600 habitants de Chièvres, Ronquières, Nandrin et Florennes identifie les principales sources de contamination aux Pfas.

L'Institut Scientifique de Service Public (IS-SeP) vient de publier les conclusions de son étude de biomonitoring menée auprès des habitants de quatre zones wallonnes: Chièvres, Ronquières, Nandrin et Florennes – plus précisément les hameaux de Corenne, Rosée et Flavion. Et le verdict est sans appel: les résidents de ces zones présentent des taux de Pfas significativement plus élevés que dans le reste de la population wallonne.

“Il est nécessaire de poursuivre les investigations”

Les Pfas (substances per- et polyfluoroalkylées) sont des composés chimiques utilisés depuis les années 1950 dans de nombreux produits industriels et de consommation courante: textiles imperméables, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, cosmétiques. Leur point commun: une stabilité chimique exceptionnelle qui les rend quasi indestructibles.

Ils s'accumulent dans l'environnement et dans l'organisme humain, avec des effets potentiels sur la santé qui préoccupent de plus en plus les autorités sanitaires.

Des coupables identifiés

L'étude, conduite auprès de plus de 1.600 participants et fondée sur des analyses sanguines croisées avec des questionnaires détaillés sur les habitudes de vie, identifie plusieurs fac-

teurs déterminants. L'âge et le sexe jouent un rôle – les hommes et les personnes plus âgées présentent généralement des concentrations plus élevées. La durée de résidence dans la zone aussi: vivre sur place depuis plus de dix ans est associé à des niveaux d'imprégnation plus importants.

Mais deux facteurs se distinguent nettement. La consommation d'eau du robinet durant la période de contamination ressort comme un déterminant majeur. Les personnes qui en ont bu régulièrement affichent des concentrations en Pfas sensiblement plus élevées. Second facteur pointé: la consommation

d'œufs issus d'élevages domestiques. Les jardins potagers et poulaillers familiaux, alimentés par des sols ou des eaux contaminés, constituent un vecteur d'exposition non négligeable. Les produits de la mer contribuent également, dans une moindre mesure, tout comme certains textiles, cosmétiques et produits d'hygiène – bien que leur impact apparaisse plus limité au regard des résultats.

Des recommandations concrètes

Sur la base de ces conclusions, l'ISSeP formule plusieurs recommandations. La surveillance stricte de la qualité de l'eau potable

doit être maintenue, un dispositif déjà en place en Wallonie. Par mesure de précaution, il est conseillé aux habitants des zones concernées d'éviter la consommation d'œufs issus de leur propre production, dans l'attente d'analyses complémentaires. Une étude spécifique sur les œufs d'autoproduction, à l'échelle de ces zones mais aussi de l'ensemble de la Wallonie, est également jugée pertinente. À un niveau plus large, la Wallonie entend affiner la cartographie des Pfas dans les sols, réduire les rejets industriels et soutenir les initiatives européennes visant à interdire ces substances à la source.

Le ministre wallon de la Santé et de l'Environnement, Yves Coppieters, se félicite de l'avancée que représente cette publication. *“Nous refermons aujourd'hui un chapitre important pour les citoyens: celui qui nous a permis de mesurer, comprendre et expliquer les différentes expositions aux Pfas.”* Il souligne également la réactivité des distributeurs d'eau, *“désormais proactifs pour anticiper les normes européennes”*, tout en insistant sur la nécessité de poursuivre les investigations et d'améliorer le cadre réglementaire.



La consommation d'eau du robinet constitue un déterminant majeur. © PHOTOPQR/LE PROGRES/MAXPPP

Encore trois jours de grève, minimum

BPOST

Le mouvement social chez bpost entame sa troisième semaine. Sur le terrain, les tensions restent vives entre direction et syndicats.

La grève se poursuit ce lundi chez bpost, avec des perturbations toujours importantes, surtout en Wallonie et à Bruxelles. Si la direction évoque une mobilisation massive des facteurs au sud du pays, les syndicats livrent une lecture bien différente de la situation.

Présent à Charleroi, Grégory Vandersmissen, délégué principal CSC, décrit un climat social particulièrement dégradé. *“Les premières informations qui filtrent de la réunion, c’est que c’est très tendu. Fondamentalement, il n’y a plus de négociations chez bpost. On est plutôt dans de la consultation: l’entreprise vient, elle dit ce qu’elle va mettre en place et puis basta. C’est très sectaire”,* dénonce-t-il.

Direction et partenaires sociaux ont entamé un cycle de discussions sur quatre jours, consacré à la flexibilité, à la mobilité interne et aux aspects disciplinaires. Mais, pour le syndicaliste, l’objectif reste flou. *“Dans un premier temps, l’entreprise a surtout rappelé les*

partenaires autour de la table plus pour expliquer le phasage du plan de transformation que pour proposer des aménagements”, poursuit-il.

La direction affirme qu’en Wallonie, moins d’un facteur sur dix travaillait ce lundi matin. Une version contestée par le terrain. *“Quand on dit qu’il y a neuf grévistes sur dix, ce n’est pas totalement vrai. Les travailleurs se sont organisés en tournantes pour limiter l’impact financier. En réalité, il y a peut-être 10 à 15% de grévistes en même temps”,* affirme-t-il.

“C’est tendu, la direction est sectaire”

Au-delà du plan de transformation, le conflit s’inscrit dans un contexte plus large, notamment celui des négociations autour de la convention collective de travail négociée tous les deux ans chez bpost. *“Aujourd’hui, l’entreprise conditionne la garantie de l’emploi au fait de ne pas mener de mouvements sociaux. Les*

travailleurs ont le sentiment qu’on leur dit: ‘Si tu veux garder ton emploi, tu ne peux plus te défendre collectivement.’ Ce n’est pas acceptable!”

“Nous ne sommes pas contre le plan”

Malgré les tensions, le syndicaliste insiste: les travailleurs comprennent que la société doit évoluer. *“Nous ne sommes pas contre le plan de transformation. On comprend la réalité du marché et la nécessité de s’adapter. Mais nous avons fait des propositions et l’entreprise est restée totalement fermée, regrette-t-il. On nous parle d’un climat serein mais dans les faits, on voit des huissiers sur les piquets de grève. C’est compliqué de construire un dialogue dans ces conditions.”*

Quant à une sortie de crise rapide, elle semble peu probable. *“Toute la semaine sera encore perturbée. Même dans le meilleur des cas, il faudra attendre au moins le milieu de semaine, voire plus.”* Du côté de la direction, on nous indiquait en début de soirée la fin de *“discussions intenses”*. *“Mais tout le monde est autour de la table pour trouver des solutions. On se retrouve demain.”*

Thibaut Van Hoof

La réforme des provinces divise

JURBISE

Pour l'opposition, la position de la majorité est "simpliste et idéologique."

Le débat autour de la réforme des provinces s'invite à Jurbise. Le conseil communal vient d'adopter une délibération dans le cadre de la consultation lancée par le ministre wallon des Pouvoirs locaux sur l'avenir des provinces. Le texte vise à identifier les missions supracommunales jugées essentielles à maintenir ou à développer.

Pour la majorité LB, emmenée par Jacqueline Galant, cette réforme constitue une occasion de repenser l'organisation des services publics et d'en améliorer l'efficacité. *"Aujourd'hui, nos institutions doivent apprendre à mieux travailler ensemble, de manière plus cohérente et plus efficace. L'objectif est simple : offrir un meilleur service aux citoyens, sans dispersion des moyens"*, souligne Jacqueline Galant.

"La commune a souvent marqué son intérêt pour les services structures de la province."

Dans cette logique, la réforme est présentée comme un moyen de clarifier les responsabilités entre communes et Province, certaines compétences étant encore jugées trop fragmentées. *"La commune de Jurbise a souvent manifesté son intérêt pour les services et structures de la Province de*

Hainaut, mais s'est régulièrement heurtée à des blocages. Cette réforme doit permettre d'ouvrir ces possibilités et de mieux collaborer au bénéfice des citoyens", explique la bourgmestre.

La majorité insiste sur la possibilité d'une utilisation plus efficace des infrastructures existantes. *"Plusieurs équipements de la Province pourraient être davantage utilisés au bénéfice de la population. Je pense notamment à certaines infrastructures sportives ou à des sites comme la Ferme du Prince, qui pourraient accueillir davantage d'activités. Une gestion plus coordonnée permettrait d'optimiser les moyens et de répondre à des besoins bien réels."* Elle évoque aussi des pistes concrètes pour répondre à des besoins locaux. *"Certaines installations, comme des cuisines collectives déjà bien équipées pourraient être mobilisées pour répondre à des besoins locaux, notamment pour les crèches ou les aînés."*

Face à cette position, le groupe Alternative Citoyenne évoque *"une position simpliste et purement idéologique"* et s'inquiète notamment du manque de garanties sur les modalités de transfert des compétences et sur l'avenir du personnel provincial. Le groupe pointe aussi les conséquences possibles pour certaines infrastructures provinciales et les missions qui y sont associées, notamment en matière de formation des services de secours. Le débat autour devrait se poursuivre dans les prochains mois, à mesure que les contours concrets de la réforme seront précisés.

Propriétaire d'une partie du site, Sotraba revient avec un projet immobilier à la Fosse Albecq.

À Braine-le-Comte, le feuilleton immobilier de la Fosse Albecq connaît un nouvel épisode. La société Sotraba a remis un projet sur la table pour la rue Fernand Bottemanne, soumis actuellement à enquête publique. Cette fois, il ne s'agit plus d'un vaste ensemble de 60 logements mêlant maisons et appartements, comme il y a quelques années, mais d'un programme réduit à 16 habitations unifamiliales assorties d'une voirie privée. Un redimensionnement qui ne suffit pas à apaiser les tensions.

“Les problématiques demeurent, voire s'aggravent.”

Le site n'en est pas à sa première controverse. En 2017 déjà, un projet sur cette parcelle avait été recalé, sous la pression d'une opposition citoyenne nourrie et de réserves techniques. Depuis, le terrain est resté en friche. Entre-temps, la Ville a repris la main sur une partie du foncier, racheté au CPAS en 2023, pour y développer un parc public subsidié à hauteur de 440 000 euros dans le cadre du maillage vert et bleu. Le futur jardin citoyen d'Albecq, pensé avec les habitants, est aujourd'hui en voie d'achèvement.

C'est précisément cette proximité qui crispe. À peine l'enquête publi-

que ouverte, le collectif “Jardin Albecq” est monté au créneau. “*Les problématiques fondamentales demeurent, voire s'aggravent*”, dénoncent les riverains, pointant une série de lacunes dans le dossier.

En ligne de mire, d'abord, les risques géotechniques. Le terrain, composé de sols argileux sensibles aux phénomènes de retrait et de gonflement, n'aurait pas fait l'objet d'une étude approfondie. “*Cette lacune fait peser un risque réel sur la stabilité des futures constructions, mais également sur les habitations voisines*”, avance le collectif.

Autre point noir: l'impact environnemental. Les opposants dénoncent la disparition annoncée d'une haie indigène remarquable, véritable corridor écologique en lien avec le futur parc. Sa qualification en simple “broussaille” dans le dossier fait bondir.

Les inquiétudes portent aussi sur la mobilité et la sécurité. La rue Fernand Bottemanne, jugée trop étroite, absorberait difficilement le trafic supplémentaire. L'accès unique en impasse interroge également: “*En cas d'obstruction, l'accès des services de secours serait compromis*.” Enfin, la gestion des eaux cristallise les craintes. Les analyses hydrauliques sont jugées insuffisantes, avec un risque d'aggravation des inondations en aval.

Face à ces éléments, le collectif réclame une étude d'incidences complète, une analyse géotechnique sérieuse et la préservation de la haie. À défaut, il demande le refus pur et simple du projet. La balle est désormais dans le camp des autorités communales.



Le site anime les débats depuis de longues années. © JARDIN ALBECQ

Seize maisons qui ravivent la fronde



« DE LA MALBOUFFE, IL Y EN A DÉJÀ À BRAINE-LE-COMTE »

Le projet d'implantation d'un Burger King continue de faire débat à Braine-le-Comte. Gabriel, 42 ans, a décidé de répondre aux opposants à travers une lettre ouverte. Ce citoyen invite à une réflexion plus nuancée.

La probable arrivée d'un restaurant Burger King à Braine-le-Comte a déjà fait beaucoup réagir ces derniers jours. Pour rappel, nous vous l'annoncions en primeur : la société Burger Brands Belgium a introduit une demande de

« Rien n'oblige les détracteurs à se rendre au Burger King ! »

Gabriel Degarcimore

AUTEUR D'UNE LETTRE OUVERTE

permis visant un terrain actuellement inutilisé, situé à l'intersection de l'avenue Alix de Namur et de la chaussée de Mons. Le projet prévoit la construction d'un établisse-



ment d'une surface totale de 1.000 mètres carrés, incluant des aménagements extérieurs tels qu'un drive, une quarantaine de places de parking, des bassins secs inondables, ainsi que des plantations d'arbres et de végétation. Cette implantation pourrait générer une quarantaine d'emplois locaux et voir le jour au premier trimestre 2027.

De nombreux citoyens ont toutefois déjà exprimé leur opposition à l'arrivée du géant américain du fast-food dans la commune. Il nous revient par ailleurs que 24 courriels « types » s'opposant au projet ont été adressés à l'administration communale.

Gabriel Degarcimore, 42 ans, a grandi à Braine-le-Comte. Souhaitant répondre à ces oppositions, cet habitant attaché à sa commune a rédigé une lettre ouverte couplée à un montage photographique intitulé « Peut-être un Burger King ». Selon lui, les habitants ont tendance à reje-

ter trop rapidement certains projets. « L'an dernier, un projet de construction de 140 maisons avait déjà suscité une forte opposition de la part de nombreux Brainois, sans même qu'ils aient consulté les plans à la commune et donc sans en connaître les tenants et les aboutissants. Or, il faut construire : les villes environnantes arrivent à saturation, et les habitants finissent par se tourner vers Braine-le-Comte », estime-t-il.

« SUR UNE ROUTE NATIONALE... »

Gabriel Degarcimore évoque également le projet de Burger King. « Certains prétendent qu'il va débarquer en pleine campagne... Or, l'enseigne s'installerait le long d'une route nationale très fréquentée. On y trouve déjà une station-service, un

Intermarché et près de 200 appartements. C'est déjà une zone commer-

ciale ! Je ne vois pas ce qu'un Burger King y changera ! », estime-t-il.

Le Brainois rappelle qu'il existe déjà de nombreux snacks dans la commune, et même un McDonald's à Soignies. « De la malbouffe, il y en a déjà à Braine. Et ceux qui veulent manger un fast-food font déjà le déplacement dans la commune voisine. Ici, ils devront simplement aller moins loin, et notre ville en récoltera les retombées. Quant aux détracteurs, rien ne les oblige à se rendre au Burger King ! Pour ma part, je sais que j'irai de temps à autre pour faire plaisir à mes trois enfants », ajoute-t-il.

Avec son initiative « Peut-être un Burger King »,

Gabriel Degarcimore entend inviter à une réflexion plus nuancée face aux projets d'aménagement. « Il faut aller au-delà des réactions tranchées du type : 'je suis pour' ou 'je suis contre' », conclut-il. ■



CENTRE

Collecte dans les récyparcs : « Donner une nouvelle vie aux vélos plutôt que de les jeter »

Les intercommunales wallonnes organiseront, le samedi 18 avril, une collecte de vélos dans les recyparcs à travers la Wallonie. L'initiative s'adresse aux citoyens disposant d'un vélo inutilisé et souhaitant s'en défaire.

Les intercommunales wallonnes mettront en place, le samedi 18 avril,

une collecte de vélos dans les recyparcs de la région. Cette action vise les citoyens possédant un vélo inutilisé dont ils souhaitent se séparer. Les vélos déposés devront être en bon état, sans restriction de taille ni de type. Ils seront ensuite redistribués à des associations partenaires. Cette opération vise à encourager

le réemploi en offrant une seconde vie aux vélos, plutôt que de les jeter. Les informations pratiques sont disponibles sur les sites des différentes intercommunales.

À noter : Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de votre Intercommunale. ■



Les vélos doivent être en bon état. © Pexels

Le projet d'élevage de 25.000 poulets est de retour à Braine et il y a du changement !

Une nouvelle enquête publique vient d'être lancée pour ce gros projet englobant trois poulaillers prévu au chemin de Nivelles, à Braine-le-Comte. Des modifications ont été réclamées par le collège communal. On fait le point sur les changements.

CEDRIC LOBELLE

Le projet d'élevage de poulets prévu au chemin de Nivelles à Braine-le-Comte revient sur la table. Une nouvelle enquête publique est en cours pour cette demande portant toujours sur trois unités d'engraissement de volailles de 8.320 places chacune, soit 24.960 poulets au total. L'enquête publique sera clôturée le 22 avril. Le dossier est consultable sur le site de l'administration communale et au service urbanisme. Il ne s'agit pas d'un nouveau projet mais d'une évolution

du précédent. Comme l'a confirmé Léandre Huart, échevin de l'Urbanisme, cette nouvelle enquête publique est bien le résultat « d'une demande de plan modifié », venant principalement du collège communal, après avoir analysé les remarques introduites à l'occasion de la première enquête publique de septembre 2025.

MODIFICATIONS TECHNIQUES

Les modifications du projet sont essentiellement techniques et environnementales. Le projet n'est pas revu à la baisse: la capacité d'élevage ou

engraissement reste identique, à près de 25.000 poulets répartis dans trois bâtiments et zones extérieures.

Les changements portent surtout sur plusieurs points techniques et sensibles relevés pendant l'instruction: implantation plus précise des silos, ajout d'une citerne d'eau pluviale de 40 m3 destinée au nettoyage des poulaillers, ainsi que le déplacement du bassin tampon hors du parcours des volailles. L'accès au site a aussi été revu, avec une zone d'entrée élargie pour faciliter les manœuvres des camions et, sur une partie de la voirie, un revêtement en pavés drainants plutôt qu'un simple empierrement afin de limiter les risques de ruissellement et inondation.

L'intégration paysagère a été renforcée, avec des haies, des arbres d'essences indigènes et des bosquets destinés à accompagner visuellement les bâtiments et leurs abords.

Enfin, les parcours extérieurs, c'est-à-dire les zones en plein air accessibles aux poulets via des trappes depuis chaque bâtiment, ont été retravaillés



Pour le moment, le Collège ne prend pas position. © David Claes

pour respecter la contrainte des 100 mètres par rapport aux habitations les plus proches, notamment pour des raisons olfactives.

VOLAILLES «NON-CONFINÉES»

Les porteurs ne sont pas des promoteurs, mais des agriculteur brainois (l'association De Dobbeleer Luc et Mathieu). Ils mettent en avant un volet bien-être animal: il s'agirait d'un élevage de qualité différenciée de type « poulet sortant à l'extérieur », avec des parcours en plein air accessibles. Ils soulignent que les volailles ne sont donc pas confinées en permanence et qu'elles peuvent sortir une

fois suffisamment développées. À ce stade, le collège communal ne prend pas position. « Le collège a le devoir de réserve, nous prendrons en compte les avis remis lors de l'enquête », indique encore Léandre Huart. Une prudence logique tant que la procédure suit son cours. Interrogé en septembre dernier dans nos colonnes, l'échevin se voulait néanmoins rassurant en ce qui concerne la zone choisie pour la construction: « Elle est la moins impactante possible pour les riverains: elle se situe en pleine zone agricole, à l'écart des habitations, dans un creux et à proximité du chemin de fer ». ■



Une nouvelle enquête publique vient d'être lancée. © BELGA/AFP

FRÉDÉRIC TILMANT QUITTE LA POLITIQUE ET DEVIENT... CHAUFFEUR-MAGASINIER !

C'est une annonce qui marque un tournant dans la vie politique binchoise. Ce lundi 13 avril, le bourgmestre PS Laurent Devin a confirmé le départ de Frédéric Tilmant (PS), ex-joueur de foot professionnel et actuel président du CPAS de Binche, qui a décidé de quitter toutes ses fonctions politiques. Pour lui succéder, le nom de Vincent Noteboom sera proposé lors du conseil communal du 21 avril, une désignation qui devra encore être officialisée.

MARTINE PAUWELS

Tout s'est joué ce samedi 11 avril, lors d'une réunion de l'Union Socialiste Communale (USC). Devant les militants, Frédéric Tilmant a annoncé sa décision de tourner la page politique. Une annonce empreinte d'émotion, tant l'homme est unanimement apprécié au sein de la section.

Pour le grand public, au-delà de l'engagement politique, Frédéric Tilmant reste l'ancienne star du foot qui a fait vibrer l'équipe de la RAAI.

Très touché, le Levallois âgé de 57 ans, a expliqué vouloir retrouver un meilleur équilibre de vie personnelle et professionnelle. Une nouvelle opportunité s'est présentée à lui : la famille Gaone lui a proposé un poste de magasinier-chauffeur au sein de la chaîne de magasins Tourne-sol, à Châtelineau. Une manière pour lui de revenir à son premier métier, mais aussi un geste qui l'a profondément marqué sur le plan humain, la famille

Gaone n'ayant pas oublié l'homme derrière le sportif et le politique.

Devenu récemment grand-père, Frédéric Tilmant souhaite également consacrer davantage de temps à sa famille. « Il a précisé que ce n'est pas la fonction de président du CPAS en elle-même qu'il remet en cause, mais bien son engagement politique dans son ensemble » précise le bourgmestre de Binche.

STAR DU FOOT PUIS ÉLU POLITIQUE DURANT 20 ANS

En mai 2004, Frédéric Tilmant mettait un terme à sa carrière de footballeur, avant d'officier brièvement comme entraîneur du club de La Louvière. À la demande de Laurent Devin, il a ensuite épousé une trajectoire totale-ment diffé-rente en

se lançant en politique. Suite aux élections de 2006, il a rejoint directement un Collège qu'il ne quittera plus durant 19 ans. Il sera échevin des sports, des fêtes, du folklore et, depuis cette dernière mandature, président du CPAS, succédant ainsi à Jean-Luc Fayt. Lors des dernières élections communales d'octobre 2024, il avait encore confirmé sa popularité avec un score de 1.192 voix.

« Frédéric a insisté sur le fait qu'il quittait la politique 'heureux et fier' du travail accompli » raconte le bourgmestre. « Lors de son intervention, il était particulièrement ému, tout comme les militants présents. Par pudeur, il ne souhaite pas s'exprimer publiquement pour le moment. Fred et moi, on est des amis d'enfance et c'est d'abord

l'amour du foot qui nous a réunis. On jouait ensemble à l'athénée.

Plus tard, lorsqu'il a quitté la RAAI, je lui ai proposé sans trop y croire qu'il vienne rejoindre notre club amateur, les Belgian Students et Guindailleurs. Et cela lui a fait plaisir. Aujourd'hui, même si Fred a quitté la politique, nous continuerons de vibrer ensemble pour les Diables Rouges. Ce que je retiens de Fred, outre son incroyable gentillesse, c'est son esprit d'équipe, sa loyauté et sa simplicité. Il est resté humble et parfaitement lui-même au fil de ces années politiques. Il a d'ailleurs assuré qu'il resterait proche du terrain, notamment en continuant à s'impliquer localement, par exemple en distribuant des tracts pour le PS dans la section de Leval.

VINCENT NOTEBOOM PRÊT À REPRENDRE LE FLAMBEAU

Pour lui succéder, le nom de Vincent Noteboom sera proposé lors du prochain conseil communal. Sa désignation doit encore être officialisée, « En termes de voix, sa présence est logique. Mais au-delà, sa candidature a été approuvée à l'unanimité par les

militants ce samedi » note le bourgmestre.

Âgé de 60 ans, l'actuel conseiller communal est originaire de Leval-Trahegnies, dans l'entité de Binche, Vincent Noteboom connaît de longue date Frédéric Tilmant. Les deux hommes ont notamment joué ensemble au foot à Leval. Il salue aujourd'hui « son authenticité » et « ses valeurs », certain que la décision de « Fred n'a pas été prise à la légère, mais longuement mûrie. »

Sur le plan professionnel, Vincent Noteboom avait entamé des études d'assistant social, mais a ensuite travaillé comme ouvrier dans la métallurgie. Il y a 20 ans, il a rejoint le secteur

pharmaceutique. Parallèlement, il s'est installé à Binche-Centre, où il a tenu deux cafés : le Baladin, puis le Berry's, qu'il a remis il y a onze ans. Très impliqué dans le tissu social local, il est notamment à l'origine des « Noël soli-

« Je suis certain que Fred n'a pas pris sa décision à la légère »

Vincent Noteboom
CONSEILLER COMMUNAL CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE DU CPAS



dares », dont la 8e édition s'est tenue en 2025. Père d'une grande fille et papy de deux petites-filles, Vincent Noteboom est aussi connu pour ses longues promenades quotidiennes avec son chien Balto, parcourant entre 10 et 12 kilomètres par jour. Ces marches lui ont permis de rencontrer de nombreux habitants de l'entité binchoise et d'échanger avec eux.

Il porte également l'idée de développer un réseau de « citoyens actifs positifs » dans les quartiers, afin de relayer les préoccupations du quotidien vers les décideurs politiques et contribuer à la recherche de solutions concrètes.

Si le conseil communal avale sa candidature, Vincent Noteboom inaugurera sa présidence du CPAS dans un contexte particulièrement délicat : celui des vagues successives d'exclusions du chômage. Un vrai défi à relever... ■

LE CARREFOUR DU CENTRE DU RŒULX SERA À NOUVEAU ACCESSIBLE DÈS CE VENDREDI !

Le carrefour reliant la rue Grande, la rue Émile Vandervelde et la chaussée de Mons sera très prochainement à nouveau accessible. Une étape importante pour les habitants et les commerçants, après plusieurs mois de chantier. À l'initiative des commerçants, les Rhodiens sont invités à célébrer l'évènement autour d'un verre de l'amitié.



Les Rhodiens vont pouvoir se réappropriier leur centre-ville ce vendredi 17 avril. En effet, le carrefour qui relie les rues Grande, Émile Vandervelde et la chaussée de Mons rouvrira après un an de travaux. Un soulagement pour les riverains et les commerçants qui fêteront dès 18h l'évènement.

Une réouverture attendue qui faisait suite à d'importants travaux de rénovation urbaine. En janvier 2025, des travaux d'impétrants (ORES, SWDE, VOO, SPGE, etc) ont pris place durant trois mois. Le chantier a ensuite porté sur un remplacement complet du revêtement de la voirie, des trottoirs et un réaménagement de l'espace afin qu'il soit plus convivial et accessible.

Bien que ces travaux aient été généralement favorablement accueillis, ils ont constitué un coup dur pour les commer-

çants qui voyaient la fréquentation en boutique diminuée. « Les Rhodiens ne se sont pas forcément rendu compte de ce qu'il s'y passait, l'accès n'était pas aisé... Mais c'est une belle avancée pour notre ville ! Ce carrefour, c'est la colonne vertébrale du Rœulx. C'est un axe central qui permet la circulation entre le haut et le bas de la ville », explique Pierre, gérant du Spar. Le retrouver constitue un souffle nouveau qui ravira citoyens et commerçants.

Commerçants qui ont, dans l'ensemble, abordé cette période creuse avec philosophie et positivité. « Avec tous les

« Ce carrefour, c'est la colonne vertébrale du Rœulx. C'est un axe central qui permet la circulation entre le haut et le bas de la ville »

Pierre
GÉRANT DU SPAR

commerçants, nous avons communiqué sur nos réseaux sociaux et organisé de petits événements pour fidéliser nos clients ». Semaine après semaine, Pierre a notamment tenu informés ses clients sur l'évolution des travaux depuis que ceux-ci ont commencé. À travers des capsules vidéos, le gérant se met en

scène avec humour pour signifier à ses clients que son commerce reste bien ouvert malgré l'accessibilité rendue jusqu'alors compliquée. « C'était important pour moi de montrer tout ça car le chantier était peu visible. J'étais surpris de voir l'ampleur que ce phénomène prenait », explique Pierre.

LES COMMERÇANTS CÉLÈBRENT L'ÉVÈNEMENT

Tout comme lors de la réouverture de la rue d'Houdeng, la bourgmestre Virginie Kulawik (IC) se rendra sur place à 17h pour couper symboliquement le ruban rouge, signe d'une nouvelle étape franchie. « L'inauguration par la Ville aura lieu une fois les travaux terminés, prévus en fin juillet. Mais nous voulions marquer le coup puisque ce sont tous les commerçants et le centre-ville qui va pouvoir revivre. C'est un fameux cap dans l'avancée des travaux et un soulagement. Nous avons

besoin de positif, de montrer aux clients et aux citoyens que nous avons retrouvé l'accessibilité. Le travail réalisé est beau et agréable, même s'il n'est pas encore entièrement terminé (ndlr : reste notamment la verdure), ça apporte un cachet certain pour la ville », souligne Virginie Kulawik. Pour cette fois, pas de nacelle prévue comme ce fut le cas à la rue d'Houdeng en mai dernier. Pour rappel, Pierre avait alors proposé à la bourgmestre de couper le ruban rouge depuis une nacelle, à 30 mètres du sol.

Dans la foulée, les commerçants invitent les habitants à célébrer la réouverture autour d'un verre de l'amitié, dès 18h dans la rue Grande : « Nous invitons les gens à reprendre le chemin de nos commerces et de notre centre-ville », nous dit Pierre. La circulation reprendra ensuite son cours comme ce fut le cas avant les travaux. ■

L'ENTREPRISE EKOSERVICES RÉPOND POINT PAR POINT AUX SYNDICATS

Le torchon brûle entre la CSC et l'entreprise EkoServices. Menacée par la fin programmée de certaines aides publiques (SINE), la société essaie tant bien que mal d'envisager l'avenir. Mais des accusations de la CSC ont mis le feu aux poudres... Hors de lui, le patron, Eric Guyot, répond point par point.

AURÉLIE URBAIN

La CSC prenait déjà la parole le mois dernier avec la FGTB pour dénoncer « des licenciements brutaux et un manque de concertation ». EkoServices s'en défendait : « Rien de cela n'est vrai ! » Ce lundi, une nouvelle prise de parole du syndicat a mis le feu aux poudres. Excédé, Eric Guyot, patron de l'entreprise, répond à chaque accusation des syndicats.

« Concernant les licenciements brutaux, on l'a déjà démenti : il n'y a eu aucun licenciement brutal chez EkoServices Mons », assure-t-il. Et d'expliquer que depuis février, il y a eu deux personnes licenciées, mais ni des repasseuses, ni des aides-ménagères.

Pour ce qui est de la concertation sociale, bafouée selon la CSC : « Depuis février, il y a eu plus de 30 heures de

concertation sociale avec les syndicats. Donc non, on n'impose pas de décisions sans les discuter. »

La CSC évoque encore la **modification des tâches**, l'**augmentation de la charge de travail** et une **digitalisation accrue** : « Cela ne correspond pas à la réalité », répond Eric Guyot. « Nous avons engagé une uniformisation et une harmonisation des pratiques dans tout le groupe. Nous avons reçu des centaines de retours positifs de travailleurs concernant les aménagements administratifs », notamment liés à la digitalisation des procédures, témoignent des travailleuses.

Le syndicat CSC a quant à lui un autre son de cloche : « Les travailleurs dénoncent un management toxique qui a de graves conséquences sur leur santé et pour l'avenir de l'entreprise. »

L'insécurité pour l'avenir des travailleurs est aussi évoquée par le syndicat.

« Cela concerne tout le secteur des titres-services aujourd'hui. Car on fait face à la fin de certaines aides publiques (SINE, soutien à l'insertion) et des incertitudes sur d'autres financements », explique le propriétaire de l'entreprise. « Nous sommes 6.000 travailleurs dans le secteur des titres-services en Wallonie et nous sommes impactés par un ministre de l'Emploi qui souhaite revoir le package des aides à l'emploi. Or, nous sommes sur un modèle économique qui tient compte de plusieurs portes d'entrée en termes de chiffres d'affaires. Et il y en a une voire deux qui peuvent être menacées dans les semaines à venir. »

Et d'ajouter : « Notre groupe n'a pas de problème d'argent. Nous avons simplement besoin d'anticiper le



Eric Guyot, patron d'EkoServices. © A.U.

mur à venir (le changement de législation des aides à l'emploi, NDLR). C'est mon job, c'est ma responsabilité. Ici, je ne maîtrise rien. Le ministre ne veut rien entendre. C'est la première fois que ça m'arrive. »

1.450 TRAVAILLEURS

Pourtant forte de ses 27 années d'expérience, l'entreprise EkoServices, qui emploie 1.450 personnes, se retrouve donc aujourd'hui dans l'incertitude. « On ne crée pas une entreprise pour la fermer ! C'est un scan-

dale », s'emporte Eric Guyot. Pour l'heure, la décision a été prise de fermer les centrales de repassage. EkoServices est à la recherche de nouveaux clients pour du repassage à domicile, afin de ne plus avoir à supporter les coûts fixes du bâtiment, du matériel...

Quant aux syndicats, ils ne lâchent rien : « Aujourd'hui, les travailleurs veulent des réponses claires. En l'absence de réponse positive, des actions collectives seront menées pour se faire entendre. » ■

Ludo et son cuistax se sont arrêtés à Soignies pour le Télévie : découvrez nos plus belles photos !

DAVID CLAES

Enfants des écoles de Soignies ou simples curieux : ils étaient nombreux à attendre Ludo, Sandrine et Emilie sur leur cuistax. Et ils ont attendu longtemps car l'attelage avait un certain retard. Heureusement, Ornella était là pour les occuper en chantant la chanson du Télévie ainsi que d'autres succès. Une fois les sportifs arrivés sur la place Verte, ils ont été assaillis par les fans et ont littéralement croulé sous les dons des Sonégiens. ■



Retrouvez
notre vidéo sur
[sudinfo.be/videos](https://www.sudinfo.be/videos)



MALADES DE LONGUE DURÉE : LE DÉRANGEANT RAPPORT CACHÉ QUI FAIT BONDIR LES MUTUALITÉS

Révéilé par nos confrères du Laatste Nieuws, un rapport explosif, resté dans l'ombre pendant des années, met en cause la gestion des incapacités de travail... et évoque « des millions gaspillés ».

G. PAVONCELLI ET S. BERHIN

Selon une enquête de Het Laatste Nieuws, un rapport accablant sur les malades de longue durée a été gardé sous silence pendant plusieurs années. Rédigé en 2020 par trois médecins inspecteurs de l'Inami, ce document se penche sur 290 dossiers de personnes reconnues en incapacité de travail depuis plus d'un an. Avec des résultats interpellants : les inspecteurs ont constaté que les mutualités étaient parfois trop généreuses avec les allocations.

UN RAPPORT ENTERRÉ PENDANT DES ANNÉES

« Notre analyse de terrain montre que 59 % des personnes examinées ne sont en réalité pas incapables de travailler », écrivent les inspecteurs dans ce rapport obtenu via des lanceurs d'alerte. Dans les faits, 172 personnes ont vu leur indemnité immédiatement supprimée après contrôle, soit plus de la moitié de l'échantillon. Un constat d'autant plus frappant que ces patients avaient été jugés aptes à percevoir une indemnité par les médecins des mutualités.

Mais c'est surtout le sort réservé au document qui interpelle. Selon plusieurs sources citées par HLN, le rapport a été volontairement mis de côté

pour éviter un scandale et n'a jamais été rendu public. Même le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Frank Vandenbroucke, n'en a pas eu connaissance pendant plusieurs années. « Ce n'est qu'en décembre 2024 que mon cabinet a reçu ce rapport pour la première fois », explique-t-il. Du côté de l'Inami, on se contente d'indiquer qu'« il a été jugé que le rapport, dans sa forme actuelle, ne pouvait pas être rendu public ».

En coulisses, certains témoignages sont encore plus tranchés. « Le rapport prouve que les mutualités ont été trop généreuses pendant des années avec les allocations », affirme un fonctionnaire. « Lorsque ce rapport a été établi en 2020, 6 milliards d'euros étaient versés chaque année en indemnités maladie », ajoute leur source. « Si seulement 10 % de cette somme était attribuée à tort, cela représentait 600 millions d'euros de trop par an. »

LA RÉACTION DES MUTUALITÉS

Pour les mutualités, il est important de ne pas « faire dire n'importe quoi aux chiffres », martèle Marianne Hiernaux, porte-parole des Mutualités Libres contactée par Sudinfo. « Ce n'est pas parce que le narratif dit que 59 % des malades ne devraient pas l'être qu'on pourrait récupérer 3 des 6 milliards d'indemnités versées. »

Plusieurs problèmes sont pointés par rapport à la méthodologie du rapport. Les personnes souffrant d'un cancer ont été exclues, les contrôles ont été effectués de longs mois après le passage du médecin-conseil (entre-temps, la situa-

Les inspecteurs ont constaté que les mutualités étaient trop généreuses avec les allocations

tion a pu changer, Ndlr), et les mutuelles se sentent injustement pointées du doigt. D'autant que, affirment-elles, de l'eau a coulé sous les ponts. Depuis 2024, par exemple, trois contacts sont désormais obligatoires au plus tard aux 4^e, 7^e et 11^e mois pour les incapacités de travail de moins de 12 mois. De même, la décision de ne plus convoquer régulièrement une personne en raison de la lourdeur de sa pathologie n'est plus possible aujourd'hui qu'avec l'accord de deux médecins et de l'Inami.

Pour les malades en incapacité plus d'un an, « le suivi est généralement organisé entre 3 mois et un an », précise Marianne Hiernaux.

Des personnes qui passent sous le

radar, il y en a, les mutualités ne le nient pas. La charge de travail augmente. Le travail est colossal. Rien qu'au sein des Mutualités Libres, on dénombre 100.000 personnes en incapacité de travail, tant de courte que de longue durée, en 2025. Pour 45 médecins-conseils et 40 collaborateurs paramédicaux. Les règles ont d'ailleurs été élargies pour permettre aux médecins de déléguer et de se concentrer sur les cas les plus complexes.

« Nos collaborateurs réalisent au minimum 52 entretiens par semaine ! À cela s'ajoutent la préparation des dossiers, la rédaction des rapports, des formations,

des concertations... Pour s'assurer que les bonnes décisions sont prises, plusieurs dispositifs sont mis en place dont des critères de performance liés aux délais de convocation, des discussions de cas en interne, de contrôles par l'Inami (le rapport en était un, Ndlr). » ■



Même Frank Vandenbroucke n'avait pas reçu le rapport ! © Montage Si

DESMECHT DÉÇU MAIS PAS ABATTU APRÈS LA DÉFAITE DE SOIGNIES

Battus sur la pelouse de Jemappes, les Sonégiens voient Molenbaix revenir à deux points alors qu'il ne reste que deux matches à jouer. La fin de championnat s'annonce palpitante !

Les mines étaient assez dépitées chez les Sonégiens. Alors qu'une grande partie des suiveurs du foot provincial voyaient le titre tendre les bras aux Sonégiens, cette défaite à Jemappes va remettre les esprits au clair. « On a mal commencé le match en encaissant deux buts coup sur coup dans les dix premières

”

« C'était très peu probable d'être champion ici »

Florent Desmecht
DÉFENSEUR DE SOIGNIES

minutes », signalait Florent Desmecht au micro de nos confrères de La Province après la rencontre.

minutes », signalait Florent Desmecht au micro de nos confrères de La Province après la rencontre.

En effet, après une entame de match idéale, Jemappes s'est mis à l'abri et a décidé de gérer le reste de la ren-

contre. Bien qu'entrepreneur, Soignies n'a jamais réussi à forcer le verrou adverse. « Ils n'ont pas eu d'autres occasions et nous n'avons pas trouvé les solutions nécessaires pour reve-

nir dans le match. C'est assez décevant, mais il faut tenir les leçons pour faire une meilleure prestation la semaine prochaine », prévenait le capitaine des Carriers.

« ON VEUT ALLER
CHERCHER CE TITRE »

Une défaite d'autant plus dommageable, car les joueurs de Sébastien Wouters auraient pu préserver une avance plus confortable par rapport à Molenbaix au classement. Même si pour le spectateur neutre, le sus-



Le capitaine sonégien reste confiant. © C.F.

pense est grandement relancé pour les deux derniers matches de la saison. « Nous ne regardions pas au résultat de Molenbaix, on se focalisait uniquement sur nous-mêmes. Certes, nous aurions préféré gagner aujourd'hui, mais nous nous doutions aussi que Molenbaix allait gagner. C'était très peu probable d'être champion ici », commente Florent Desmecht.

Il va donc falloir resserrer les choses et ne pas avoir les jambes qui tremblent la se-

maine prochaine, pour la réception de Montignies. Mais nous pouvons compter sur Sébastien Wouters et ses soldats expérimentés pour maintenir les têtes froides. « On a deux points d'avance, donc il faut faire carton plein sur les deux derniers matches. Il ne faut plus se cacher, on veut aller chercher ce titre. En étant devant depuis autant de temps et avec le travail fourni par toute l'équipe, il faut concrétiser tout ça », conclut le défenseur sonégien. ■

SOIGNIES TIENT SON MATCH RÉFÉRENCE

Les Carriers n'ont fait qu'une bouchée de Boitsfort et signent une seizième victoire de rang. Tous les voyants sont au vert à l'approche des playoffs.

SOIGNIES 33
BOITSFORT 6

Score à la mi-temps : 14-6.

Le quinze de base sonégien : Baise, Carin, Opsomer, I. Delellenne, Van Cauwenbergh, Guegan, Broeckx, G. Delellenne, Speeckkaert, Dequenne, Dehoust, Dulleu, Hendrickx, Dasotte, Vogls.

ROMAIN SCHREVEVS

Les Verts se sont imposés, avec la manière, dans le choc contre Boitsfort. Un succès qui s'est dessiné en seconde mi-temps grâce à un jeu haut en couleur : « La victoire paraît large, mais à la pause, nous n'avions que huit points d'avance. C'est en seconde période qu'on a su imposer notre jeu. Nous étions dominants en mêlée et on a envoyé de très grosses séquences avec beaucoup de vitesse. C'est notre jeu et c'est là-dessus qu'on doit se concentrer si on veut aller jusqu'au bout », se réjouit le demi d'ouverture sonégien Matthéo Van Holsbeke. -

RETOUR D'ISAAC MONTOISY

Avec cette seizième victoire consécutive, tous les voyants sont au vert pour les hommes de Bertrand Billi à l'approche des playoffs. Les Sonégiens gardent tout de même les pieds sur terre car le moindre faux pas lors des phases finales serait fatal : « On sait très bien

Nos photos et vidéos du match sont sur sudinfo.be (Centre, sport)



qu'avec cette règle de playoffs, ça ne sert à rien de tout gagner en saison régulière. Ça reste une prestation très positive à l'approche des playoffs. On s'était dit avant le match que la victoire n'était pas ce qui comptait le plus. C'est plutôt le contenu de notre match qui importait et c'est



Les Sonégiens ont déroulé. © C.F.

réussi dans l'ensemble. » Dans ce match, trois joueurs ont fait leur retour à la compétition : Géraud Waterlot, Tom Calomme et Isaac Montois. Après une expérience à Salles, en France, ce dernier est de retour à Soi-

gnies depuis début 2026. Pour la première fois cette saison, l'international belge était sur la feuille de match ce week-end. Il a foulé le terrain pendant plus de trente minutes : « Il est monté en début de deuxième

mi-temps. Il apporte vraiment beaucoup dans le jeu mais aussi avec son expérience. C'est très positif pour toute l'équipe et pour le club de l'avoir à nos côtés. » ■

Soignies conclut en beauté à domicile

Les Sonégiennes ont offert une jolie fête à Florence Loiseau, pour son dernier match à domicile. En revanche, Péronnes confirme pleinement sa fin de saison compliquée.

JS SOIGNIES 67
GGBC COLFONTAINE 57
 UT : 20-30, 12-16, 10-12, 17-11
 JS SOIGNIES : Defraene 6, Van den Bergh 2, Herould 0, Hallet 7, Abrassart 15, Godart 6, Collynon 2, Rosé 20.

DOMINIQUE NUYDT

Florence Loiseau n'aura pas raté sa dernière sortie à domicile, elle signe à cette occasion une belle victoire contre Colfontaine. « Les filles ont réalisé un match plein dont elles peuvent être fières. À la mi-temps, le score était de 32-34, mais je sentais que mes joueuses étaient capables de passer devant et c'est ce qu'elles ont fait en deuxième mi-temps en se montrant solides en défense et précises en attaque », se réjouit la coach sonégienne. Parmi les joueuses les plus en vue Laurine Rosé (29 points dont 5 triples) et Séline Abrassart (15 points dont 4 triples). « Je suis satisfaite d'avoir repris le flambeau en cours de sai-

son, mais je vais céder le relais à Michaël Houdart. Je l'avais recruté il y a deux ans et il s'est beaucoup investi dans le club en cumulant la direction technique,

”

« Les filles ont réalisé un match plein dont elles peuvent être fières »

Florence Loiseau
 COACH DE LA JS SOIGNIES

le coaching de la P2 et des U14 AWBB. Je pense qu'il a une bonne vision du jeu et il y aura aussi quelques transferts entrants. »

PÉRONNES EN ROUE LIBRE

Il faudra notamment remédier à l'arrêt de Laurine Rosé qui préfère se consacrer à ses études la saison prochaine. Avec à peine huit joueuses sur la feuille de match, les Péronnaises ont été logiquement domi-



Une coach satisfaite. © David Claes

nées par des Lupipontaines plus motivées et inscrites en playoffs. Péronnes clôturera son championnat chaotique la semaine prochaine en déplacement à

Colfontaine et le comité du club pourra s'attaquer à la construction d'un groupe pour le prochain exercice. ■

Une Sonégienne à l'honneur dans notre « cinq »

Alors que les championnes non montantes de La Docherie étaient au repos forcé suite au forfait de Fleurus B, les Courcelloises, qui sont assurées de monter en Régionale 2 dans quelques semaines vu l'absence annoncée de play-off, ont pu compter sur le rôle précieux de Laura Steennot et ses 18 points pour venir à bout de Mons-Capitale B samedi soir (53-70).

Maéva Barone (Quaregnon/photo) et son agressivité défensive n'ont, quant à elles, dans le même temps, pas fait de cadeau à Enghien (68-56), qui joue son maintien chaque semaine.

C'est aussi le cas d'Ellignies-Sainte-Anne, qui s'est imposé contre Templeuve (62-49). Zoé Hayoit a été pour beaucoup dans ce succès très important. En face, malgré la défaite, Marine Roman a brillé avec 17 points à son compteur.

Enfin, les Sonégiennes ont livré un grand match pour venir à bout de Colfontaine (67-57) à l'image de Laurine Rosé, qui a inscrit la bagatelle de 29 points (dont un 5 x 3). ■

LE SOIR

Réforme des pensions : tout le monde y perd, surtout les femmes et les fonctionnaires

Le Bureau du Plan, dans deux rapports publiés ce lundi, confirme que la réforme des retraites limite le « coût budgétaire du vieillissement », mais au prix d'une baisse des pensions et d'une hausse des inégalités, notamment entre hommes et femmes.

Le projet de réforme des pensions du gouvernement fédéral a entamé il y a quelques semaines son parcours législatif. Ce lundi, il était approuvé, en première lecture, en commission des Affaires sociales de la Chambre, après que le Bureau du Plan a dévoilé deux rapports sur son impact budgétaire et social, qui lui avaient été commandés par l'Arizona.

Sur le front budgétaire, la réforme portée par le vice-Premier Jan Jambon (N-VA) fait le job, réduisant le « coût du vieillissement » à long terme. Ce n'est pas un scoop. Dans son rapport 2025, publié l'été dernier, le Comité d'étude sur le vieillissement avait déjà intégré les mesures annoncées par l'Arizona, indiquant que la hausse de l'ensemble des dépenses sociales – pensions, soins de santé, allocations de chômage et incapacité de travail, allocations familiales et autres dépenses sociales – serait limitée, passant de 25,8 % du PIB en 2024 à 27,5 % du PIB en 2070.

Le Bureau fédéral du Plan a actualisé cette projection sur base des informations disponibles au 6 mars dernier (pour tenir compte de certains ajustements opérés par l'Arizona) et évalué précisément l'impact de la réforme des pensions. Conclusion : à l'horizon 2070, les dépenses sociales pèseraient 27,8 % du PIB, contre 25,8 % en 2024. En l'absence de réforme de pensions, le coût du vieillissement serait plus élevé de 1,3 point de PIB.

Mais qu'en est-il des conséquences sociales de la réforme ? Autrement dit : quel sera l'impact des mesures de l'Arizona sur le niveau de vie des futurs retraités, sur le risque de pauvreté ou sur les inégalités de pensions, notamment entre hommes et femmes ?

Hausse du risque de pauvreté

Ces questions avaient été partiellement abordées dans le rapport du Comité d'étude sur le vieillissement. Le Bureau fédéral du Plan a complété l'analyse en évaluant les impacts sociaux – plus exactement : « distributifs » – à moyen terme – c'est-à-dire d'ici à la fin de la législature.

A cet horizon rapproché, sous l'effet de la réforme – en particulier, la limitation de la durée des périodes assimilées et, dans une moindre mesure, l'introduction du malus – et de mesures déjà décidées – la limitation de l'indexation des pensions les plus élevées et la suspension des adaptations au bien-être – le montant brut moyen de la pension des nouveaux retraités diminue de 2,4 %. La baisse est même légèrement supérieure (2,6 %) si l'on considère l'ensemble des personnes à la retraite.

En outre, les inégalités de pensions s'accroissent, particulièrement pour les nouveaux retraités, mais aussi, dans une moindre mesure, pour l'ensemble des retraités, constate le Bureau du Plan.

Le Plan pointe, en particulier pour les nouveaux retraités, une diminution plus importante du montant brut de la pension des femmes, relativement aux hommes. A l'inverse, en raison de la limitation de l'indexation des pensions les plus élevées des fonctionnaires, l'écart de pension se réduit légèrement pour l'ensemble des personnes à la retraite.

Enfin, le risque de pauvreté s'accroît d'ici à la fin de la législature, tant chez les nouveaux retraités (de 5,9 % à 6,3 %) que dans l'ensemble de la population des retraités (de 5,5 % à 6,1 %).

Des pensions plus faibles

Mais ces résultats, prévient le Bureau du Plan, ne donnent qu'une photographie à court terme de l'impact social de la réforme, parce qu'une partie des mesures ne déploieront pleinement leurs effets que plus tard, voire d'ici quelques décennies – quand celles et ceux qui viennent d'entamer leur carrière professionnelle prendront leur retraite.

A l'horizon 2070, les projections actualisées du Plan confirment les résultats présentés dans le rapport 2025 du Comité d'étude sur le vieillissement.

En 2070, la pension moyenne sera moins élevée que dans un scénario où la réforme n'est pas appliquée. La réforme se traduira également par une baisse du taux de remplacement, défini comme le rapport entre la pension et le revenu professionnel. Autrement dit : les travailleurs, dans le futur, verront une dégradation plus importante de leur niveau de vie lorsqu'ils prendront leur retraite. De même, le « benefit ratio » – le rapport entre la pension moyenne de l'ensemble des retraités et le revenu professionnel moyen de l'ensemble des actifs – baissera également. Ce qui signifie que l'écart de niveaux de vie entre pensionnés et travailleurs va s'accroître.

Les effets de la réforme sont les plus prononcés dans le régime des fonctionnaires, où les hommes seront légèrement plus touchés que les femmes. Pour les régimes de pensions des salariés et des indépendants, au contraire, les mesures de l'Arizona auront des effets « globalement plus négatifs » pour les femmes que pour les hommes ; de sorte que l'écart de pension dans ces régimes, déjà en défaveur des femmes, devrait s'accroître – et donc l'inégalité de genre.

Le Plan pointe, en particulier pour les nouveaux retraités, une diminution plus importante du montant brut de la pension des femmes, relativement aux hommes. © SHUTTERSTOCK

La Libre BELGIQUE

ÉNERGIE Engie va installer près de 3 000 points de recharge électrique en Wallonie



Engie a remporté un marché public pour déployer et exploiter 2 926 points de recharge pour véhicules électriques en Wallonie d'ici deux ans, a annoncé l'entreprise lundi. Ces nouvelles infrastructures, d'une puissance de 22 kW, seront réparties sur 242 communes wallonnes. L'installation s'étalera sur les deux prochaines années, tandis qu'Engie, à travers sa marque dédiée Engie Vianeo, en assurera l'exploitation pendant une durée de dix ans. Ce contrat fait suite à un accord similaire conclu en mars dernier pour la Région de Bruxelles-Capitale, qui portait sur 1 640 points de charge. L'entreprise exploite actuellement près de 7 000 points de recharge en Belgique, répartis entre la Flandre et Bruxelles. À plus long terme, le groupe s'est fixé pour objectif d'atteindre 12 000 points de charge sur le territoire belge d'ici 2028. À l'échelle européenne, l'entreprise vise l'installation de 25 000 points de recharge d'ici 2030. (Belga)



Sports : Victoire pour RC Soignies, défaite pour la RAAL

[https://www.antennecentre.tv/actu/sports-
victoire-pour-rc-soignies-defaite-pour-la-
raal/28283](https://www.antennecentre.tv/actu/sports-victoire-pour-rc-soignies-defaite-pour-la-raal/28283)